



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6074

Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

Date de dépôt : 13-10-2009

Date de l'avis du Conseil d'État : 10-11-2009

Le document « 10 » n'a pu être ajouté au dossier consolidé.

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
30-03-2010	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
13-10-2009	Déposé	6074/00	<u>5</u>
10-11-2009	Avis du Conseil d'Etat (10.11.2009)	6074/01	<u>8</u>
03-03-2010	Rapport de commission(s) : Commission juridique Rapporteur(s) :	6074/02	<u>11</u>
23-03-2010	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (23-03-2010) Evacué par dispense du second vote (23-03-2010)	6074/03	<u>16</u>
03-03-2010	Commission juridique Procès verbal (14) de la reunion du 3 mars 2010	14	<u>19</u>
14-04-2010	Publié au Mémorial A n°59 en page 1029	6074,6084,6090	<u>24</u>

Résumé

N° 6074

Projet de loi

portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

session 2009-2010

Résumé

Le projet a pour objet une rectification purement matérielle de l'article 127, paragraphe (6) du Code d'instruction criminelle dans sa rédaction issue de la loi du 27 juin 2008 portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code.

Conformément aux travaux parlementaires, qui ont abouti à la loi du 27 juin 2008, la modification de l'article 127, paragraphe (6), était le résultat de l'abandon de l'exigence d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction. Ainsi la loi précitée du 27 juin 2008 poursuivait-elle l'objectif de supprimer la référence à ce rapport à l'endroit de l'alinéa 1^{er} du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

La jurisprudence quant à elle a interprété l'article 127, paragraphe (6) nouveau comme ne prévoyant plus que les formalités prévues audit paragraphe sont à observer à peine de nullité, « *les alinéas 2 et 3 de l'ancien texte de ce paragraphe n'ayant pas été reproduits dans le texte législatif qui a modifié le paragraphe (6) dudit article et qui a été publié au Mémorial* » (Chambre du conseil de la Cour d'appel, arrêt N° 484/08 du 3 octobre 2008).

Etant donné que cette approche ne reflète pas l'intention du législateur, le projet de loi sous rubrique entend rétablir les dispositions des alinéas 2 et 3 du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle, tels qu'en vigueur avant l'adoption de la loi du 27 juin 2008.

6074/00

N° 6074

CHAMBRE DES DEPUTES

2ième Session extraordinaire 2009

PROJET DE LOI

portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

* * *

(Dépôt: le 13.10.2009)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (8.10.2009).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Exposé des motifs et commentaire de l'article unique.....	2

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Justice est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

Palais de Luxembourg, le 8 octobre 2009

Le Ministre de la Justice,

François BILTGEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique.– Le paragraphe 6 de l'article 127 du Code d'instruction criminelle est remplacé comme suit:

„(6) Le dossier est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leur conseil, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.

Le greffier avise les intéressés au plus tard l'avant-veille de ce délai, par lettre recommandée.

Les formalités du présent paragraphe sont à observer à peine de nullité, sauf si l'inculpé ou la partie civile y ont renoncé.“

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Le projet de loi sous examen a comme objet unique de clarifier la portée de l'article 127 paragraphe (6) du Code d'instruction criminelle (CIC) en redressant une erreur légistique survenue lors de sa dernière modification.

La loi du 27 juin 2008 portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code¹ a eu notamment comme objet, comme son intitulé l'indique, de modifier l'article 127 CIC. Suivant le deuxième tiret de l'article 3 de cette loi, le paragraphe 6 a été modifié comme suit: „(6) *Le dossier est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leur conseil, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil*“.

Le but de cette modification était d'omettre dans ce texte la mention du rapport du juge d'instruction² à l'alinéa 1er.

La façon dont l'article 3, deuxième tiret, de la loi précitée du 27 juin 2008 a finalement été libellé oblige cependant de conclure que le législateur aurait voulu – outre de biffer la référence au rapport du juge d'instruction dans le premier alinéa du paragraphe 6 de l'article 127 – également abroger les deuxième et troisième alinéas de ce paragraphe, alors que le liminaire du deuxième tiret de l'article 3 dispose que „*le paragraphe 6 est modifié ...*“ au lieu de „*le premier alinéa du paragraphe 6 est modifié ...*“.

La question pourrait paraître académique si la Chambre du conseil de la Cour d'appel n'avait pas entériné cette façon de voir en décidant que: „L'article 127, paragraphe (6), du code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 27 juin 2008 qui est d'application immédiate aux procédures en cours, ne prévoit plus que les formalités prévues audit paragraphe sont à observer à peine de nullité, les alinéas 2 et 3 de l'ancien texte de ce paragraphe n'ayant pas été reproduits dans le texte législatif qui a modifié le paragraphe (6) dudit article et qui a été publié au Mémorial“³.

Etant donné qu'il n'a pas été dans l'intention du législateur de supprimer ces dispositions protectrices du justiciable, il est proposé de réinsérer les alinéas 2 et 3 du paragraphe 6 de l'article 127 CIC par le biais du texte proposé.

Il s'agit d'une rectification purement matérielle.

¹ Publiée au Mémorial A No 97 du 9 juillet 2008, p. 1293 et suivantes.

² Voir à ce sujet l'avis du Conseil d'Etat du 13 février 2007, doc. parl. No 5597¹, page 2.

³ Voir l'arrêt de la Cour d'appel, chambre du conseil, du 3 octobre 2008, No 484/08 Ch.c.C.

6074/01

N° 6074¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI**portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(10.11.2009)

Par dépêche en date du 7 octobre 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique.

Au texte du projet de loi, élaboré par le ministre de la Justice, étaient joints un exposé des motifs et un commentaire de l'article unique.

*

Le projet de loi vise, selon l'exposé des motifs, à opérer une rectification purement matérielle de l'article 127, paragraphe 6 du Code d'instruction criminelle.

Avant la loi du 27 juin 2008 portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code, le paragraphe 6 de l'article 127 avait la teneur suivante:

„(6) Le dossier, y compris le rapport du juge d'instruction, est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leurs conseils, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.

Le greffier avise les intéressés au plus tard l'avant-veille de ce délai, par lettre recommandée.

Les formalités du présent paragraphe sont à observer à peine de nullité, sauf si l'inculpé ou la partie civile y ont renoncé.“

La loi précitée du 27 juin 2008 dispose en son article 3 que

„L'article 127 du même code est modifié comme suit:

– ...

– le paragraphe 6 est modifié comme suit:

„(6) Le dossier est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leur conseil, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.“ “

Il se dégage des travaux parlementaires ayant abouti à la loi du 27 juin 2008 que la modification à l'endroit de l'article 127, paragraphe 6, était dictée exclusivement par les modifications à l'exigence d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction. Il ne s'agissait donc en fait que de modifier l'alinéa 1er du paragraphe 6 de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

La jurisprudence a toutefois interprété l'article 127 nouveau, dans la teneur issue de la loi du 27 juin 2008, comme ne prévoyant plus que les formalités prévues audit paragraphe sont à observer à peine de nullité, „les alinéas 2 et 3 de l'ancien texte de ce paragraphe n'ayant pas été reproduits dans le texte législatif qui a modifié le paragraphe (6) dudit article et qui a été publié au Mémorial“ (Chambre du conseil de la Cour d'appel, arrêt No 484/08 du 3 octobre 2008).

Telle n'ayant pas été l'intention du législateur, le présent projet de loi entend rétablir formellement les dispositions des alinéas 2 et 3 du paragraphe 6 de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

Le Conseil d'Etat peut marquer son accord au but poursuivi par le projet de loi sous rubrique.

Le texte de l'article unique ne donne lieu qu'à une observation: compte tenu de la rigueur avec laquelle les textes sont appliqués par la jurisprudence, pourrait se poser la question si le rapport du juge d'instruction (dans les cas où un tel rapport existe, soit parce qu'il s'agit d'une hypothèse où le rapport reste obligatoire, soit parce que le juge d'instruction a fait usage de la faculté qui lui est laissée de faire un tel rapport) fait encore partie du dossier à mettre à la disposition de l'inculpé, de la partie civile et de leurs conseils. S'il devait y avoir des hésitations à ce sujet, il vaudrait mieux préciser à l'alinéa 1er du paragraphe 6 de l'article 127:

„Le dossier, y compris, selon le cas, le rapport du juge d'instruction, est mis à la disposition ...“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 novembre 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

6074/02

N° 6074²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI**portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION JURIDIQUE

(3.3.2010)

La Commission se compose de: Mme Christine DOERNER, Président-Rapporteur; MM. Xavier BETTEL, Alex BODRY, Félix BRAZ, Mme Lydie ERR, MM. Jacques-Yves HENCKES, Jean-Pierre KLEIN, Paul-Henri MEYERS, Mme Lydie POLFER, MM. Gilles ROTH, Jean-Louis SCHILTZ et Lucien WEILER, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le 13 octobre 2009, Monsieur le Ministre de la Justice a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 10 novembre 2009.

Lors de sa réunion du 27 janvier 2010, la Commission juridique a désigné Madame Christine Doerner rapporteur du présent projet de loi et a examiné la loi en projet et l'avis de la Haute Corporation.

La Commission juridique a adopté le présent rapport lors de sa réunion du 3 mars 2010.

*

II. CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet a pour objet une rectification purement matérielle de l'article 127, paragraphe (6) du Code d'instruction criminelle dans sa rédaction issue de la loi du 27 juin 2008 portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code.

Avant l'adoption de la loi du 27 juin 2008, le paragraphe (6) de l'article 127 se lisait comme suit:

„(6) Le dossier, y compris le rapport du juge d'instruction, est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leurs conseils, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.

Le greffier avise les intéressés au plus tard l'avant-veille de ce délai, par lettre recommandée.

Les formalités du présent paragraphe sont à observer à peine de nullité, sauf si l'inculpé ou la partie civile y ont renoncé.“

La loi du 27 juin 2008 dispose en son article 3 que „L'article 127 du même code est modifié comme suit:

– *le paragraphe 6 est modifié comme suit: „(6) Le dossier est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leur conseil, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.“ “*

Conformément aux travaux parlementaires, qui ont abouti à la loi du 27 juin 2008, la modification de l'article 127, paragraphe (6), était le résultat de l'abandon de l'exigence d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction. Ainsi la loi précitée du 27 juin 2008 poursuivait-elle l'objectif de supprimer la référence à ce rapport à l'endroit de l'alinéa 1er du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

La jurisprudence quant à elle a interprété l'article 127, paragraphe (6) nouveau comme ne prévoyant plus que les formalités prévues audit paragraphe sont à observer à peine de nullité, „*les alinéas 2 et 3 de l'ancien texte de ce paragraphe n'ayant pas été reproduits dans le texte législatif qui a modifié le paragraphe (6) dudit article et qui a été publié au Mémorial*“ (Chambre du conseil de la Cour d'appel, arrêt No 484/08 du 3 octobre 2008).

Etant donné que cette approche ne reflète pas l'intention du législateur, le projet de loi sous rubrique entend rétablir les dispositions des alinéas 2 et 3 du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle, tels qu'en vigueur avant l'adoption de la loi du 27 juin 2008.

*

III. L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 10 novembre 2009, le Conseil d'Etat marque son accord avec le but poursuivi par le projet de loi.

La Haute Corporation propose toutefois de tenir compte de l'hypothèse où un rapport du juge d'instruction existe, soit parce que la loi exigerait un tel rapport pour certains cas spécifiques, soit parce que le juge d'instruction a fait usage de la faculté, prévue au paragraphe (5) de l'article 127, de dresser ce rapport.

Le Conseil d'Etat propose dès lors de compléter le paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle de la manière suivante:

„Le dossier, y compris, selon le cas, le rapport du juge d'instruction, est mis à la disposition ...“.

Lors de sa réunion du 27 janvier 2010 la Commission juridique a décidé de retenir la formulation proposée par le Conseil d'Etat.

*

IV. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

L'alinéa 1 du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle est complété par une référence au rapport du juge d'instruction. Cette modification vise à couvrir les hypothèses où ce rapport reste obligatoire, mais aussi les cas de figure où le juge d'instruction a fait usage de la faculté qui lui est laissée, par le paragraphe (5) de l'article 127, de faire un tel rapport.

Le deuxième alinéa réintroduit l'obligation du greffier d'aviser par lettre recommandée les intéressés, au plus tard l'avant-veille du début du délai de huit jours imparti aux intéressés pour consulter le dossier avant la date fixée pour l'examen par la chambre du conseil.

Le dernier alinéa indique que les formalités prévues au paragraphe (6) sont à respecter à peine de nullité, sauf si l'inculpé ou la partie civile y ont renoncé.

*

V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

Compte tenu de ce qui précède, la Commission juridique recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur qui suit:

*

TEXTE COORDONNE PROPOSE PAR LA COMMISSION JURIDIQUE**PROJET DE LOI****portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle**

Article unique. – Le paragraphe 6 de l'article 127 du Code d'instruction criminelle est remplacé comme suit:

„(6) Le dossier, y compris, selon le cas, le rapport du juge d'instruction, est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leur conseil, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.

Le greffier avise les intéressés au plus tard l'avant-veille de ce délai, par lettre recommandée.

Les formalités du présent paragraphe sont à observer à peine de nullité, sauf si l'inculpé ou la partie civile y ont renoncé.“

Luxembourg, le 3 mars 2010

Le Président-Rapporteur,
Christine DOERNER

Service Central des Imprimés de l'Etat

6074/03

N° 6074³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(23.3.2010)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 19 mars 2010 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 17 mars 2010 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 10 novembre 2009;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 23 mars 2010.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges SCHROEDER

Service Central des Imprimés de l'Etat

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

LB/YH

Commission juridique

Procès-verbal de la réunion du 03 mars 2010

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation du projet de procès-verbal du 3.2.2010
2. 5730 Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
 - Désignation d'un rapporteur
3. 5849 Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York le 18 décembre 2002
 - Rapporteur : Monsieur Paul-Henri Meyers
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 6001 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008
 - Rapporteur : Monsieur Gilles Roth
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
5. 6074 Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle
 - Rapporteur : Madame Christine Doerner
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
6. Etat des propositions de loi faisant l'objet d'un examen par la Commission juridique (cf. liste ci-jointe) suite à la lettre de M. le Secrétaire général du 11 février 2010

*

Présents : M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, Mme Christine Doerner, Mme Lydie Err, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Pierre Klein, M. Paul-Henri Meyers, Mme Lydie Polfer, M. Gilles Roth, M. Jean-Louis Schiltz, M. Lucien Weiler

M. François Biltgen, Ministre de la Justice
M. Laurent Besch, Greffe de la Chambre des Députés

*

Présidence : Mme Christine Doerner, Président de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal du 3.2.2010

Le projet de procès-verbal ne donne pas lieu à observation et est adopté à l'unanimité.

2. 5730 Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et modification du Code civil et de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

La commission unanime désigne M. Jean-Louis Schiltz comme rapporteur.

3. 5849 Projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York le 18 décembre 2002

M. le Rapporteur présente succinctement son projet de rapport.

Soumis au vote, le projet de rapport recueille l'accord unanime des membres de la commission. Quant au temps de parole, la commission propose le modèle n° 1.

4. 6001 Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à

l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008

M. le Rapporteur présente succinctement son projet de rapport.

Soumis au vote, le projet de rapport recueille l'accord unanime des membres de la commission. Quant au temps de parole, la commission propose le modèle de base.

5. 6074 Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

Mme le Rapporteur présente succinctement son projet de rapport.

Soumis au vote, le projet de rapport recueille l'accord unanime des membres de la commission. Quant au temps de parole, la commission propose le modèle de base.

6. Etat des propositions de loi faisant l'objet d'un examen par la Commission juridique (cf. liste ci-jointe) suite à la lettre de M. le Secrétaire général du 11 février 2010

La modification des articles 56 à 66 du Chapitre 2 « Des propositions de loi » du Titre II « De la procédure en matière de projets de loi et de propositions de loi » du Règlement de la Chambre des Députés, votée le 7 mai 2009 (proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi, doc. parl. 5864), n'a, sauf déclaration expresse contraire du législateur, pas d'effet rétroactif. Il s'ensuit que la nouvelle procédure applicable aux propositions de loi n'a partant vocation que de régir les propositions de loi formellement déposées depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle procédure, à savoir à partir du 13 octobre 2009.

La liste des propositions de loi considérées par la Commission juridique comme faisant l'objet d'un examen par la commission a été communiquée, par courrier du 7 octobre 2009, à la Présidence.

Il est constant en l'espèce que les propositions de loi précitées, à savoir n°3442, n° 3505, n° 4947, n° 4969, n° 5285 (suite à la réunion du 7 octobre 2009, l'auteur de la proposition de loi a informé le secrétariat de la commission vouloir maintenir sa proposition de loi), 5304 et 5553 ont, antérieurement à la date du 13 octobre 2009, fait (i) l'objet d'un dépôt, (ii) d'un renvoi par la Conférence des Présidents à la Commission juridique et (iii) d'une transmission au Gouvernement avec prière de les continuer au Conseil d'Etat pour avis.

La procédure législative quant au fond ayant été engagée de sorte eu égard aux propositions de loi précitées, l'article 60 du Règlement de la Chambre des Députés ne se trouve pas à appliquer en l'espèce. D'un point de vue procédural, on se situe au niveau de l'article 63 du Règlement de la Chambre des Députés.

Un courrier afférent sera envoyé au Président de la Chambre des Députés.

M. le Ministre, eu égard aux propositions de loi citées ci-avant, informe que le Ministère de la Justice est en train d'élaborer des avant projets de loi portant sur :

- les armes et munitions,
- l'adoption,
- la médiation, et
- la filiation.

*

La commission, après un échange de vues avec M. le Ministre, confirme l'échange de vues, prévu pour le mercredi 10 mars 2010 à 9h00, avec des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, du Barreau de Diekirch ainsi que de la Conférence du Jeune Barreau au sujet du projet de loi 5660B.

*

Les membres de la commission saisie d'une demande d'avis au sujet du projet de loi n° 6113, décident de renvoyer la demande d'avis à la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications.

Le secrétaire,
Laurent Besch

Le Président,
Christine Doerner

6074,6084,6090

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 59

19 avril 2010

S o m m a i r e

Règlement grand-ducal du 1 ^{er} février 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie	page	1018
Règlement grand-ducal du 23 mars 2010 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure		1018
Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité		1023
Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 juin 1997 portant fixation de la liste des spécialités en médecine reconnues au Luxembourg ainsi que détermination des conditions de formation à remplir en vue de la reconnaissance de ces titres		1027
Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration		1028
Loi du 11 avril 2010 portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle		1029
Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 fixant, pour l'année 2010, les montants des marges brutes standard servant à la détermination de la dimension économique d'une exploitation agricole		1029
Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (exécution de la directive 2009/26/CE)		1031
Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, signée à Luxembourg, le 20 mai 1980. – Mise à jour de l'autorité centrale par l'Allemagne		1032

Règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 11 mars 2008 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième plan quinquennal de l'infrastructure touristique;

Vu le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Dans les articles 7, 8 et 11 du règlement grand-ducal du 11 mars 2008 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie, les mots «moins de 76 chambres» sont remplacés par ceux de «moins de 100 chambres».

Art. 2. Notre Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié dans le Mémorial.

*La Ministre des Classes moyennes
et du Tourisme,*

Françoise Hetto-Gaasch

Le Ministre des Finances,

Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

Henri

Règlement grand-ducal du 23 mars 2010 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation;

Vu la loi modifiée du 24 janvier 1990 portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle;

Vu la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE;

Vu la directive 2006/137/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifiant la directive 2006/87/CE établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2008/59/CE du Conseil du 22 septembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2008/87/CE de la Commission du 22 septembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2008/126/CE de la Commission du 19 décembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu la directive 2009/46/CE de la Commission du 24 avril 2009 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Classification des voies d'eau.

Aux fins du présent règlement grand-ducal, les voies d'eau intérieures de la Communauté sont classées comme suit:

a) Zones 1, 2, 3 et 4:

i) zones 1 et 2: les voies d'eau figurant sur la liste du chapitre 1^{er} de l'annexe I,

ii) zone 3: les voies d'eau figurant sur la liste du chapitre 2 de l'annexe I,

iii) zone 4: les voies d'eau figurant sur la liste du chapitre 3 de l'annexe I.

b) Zone R: celles des voies d'eau visées au point a), pour lesquelles un certificat est à délivrer conformément à l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin.

Art. 2. Champ d'application.

(1) Le présent règlement grand-ducal et ses annexes qui en font partie intégrante s'appliquent, conformément à l'article 1.01 de l'annexe II, aux bâtiments suivants:

- a) aux bateaux d'une longueur (L) égale ou supérieure à 20 mètres,
- b) aux bateaux dont le produit longueur (L) × largeur (B) × tirant d'eau (T) est égal ou supérieur à 100 m³.

(2) Le règlement grand-ducal s'applique également, conformément à l'article 1.01 de l'annexe II, à tous les bâtiments suivants:

- a) remorqueurs et pousseurs destinés à remorquer ou pousser les bâtiments visés au paragraphe 1 ou des engins flottants ou à mener à couple de tels bâtiments ou engins flottants;
- b) les bateaux destinés au transport de passagers transportant plus de douze passagers en plus de l'équipage;
- c) les engins flottants.

(3) Sont exclus du champ d'application du présent règlement grand-ducal:

- a) les bacs;
- b) les bateaux militaires;
- c) les navires de mer, y compris les remorqueurs et pousseurs de mer, qui:
 - i) circulent ou stationnent sur les eaux fluvio-maritimes;
 - ii) circulent temporairement sur les voies d'eau intérieures, pour autant qu'ils soient munis:
 - d'un certificat qui atteste la conformité à la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), ou à une convention équivalente, un certificat qui atteste de la conformité à la convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, ou à une convention équivalente, et un certificat international de prévention de la pollution par les hydrocarbures (certificat IOPP) qui atteste de la conformité à la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), ou
 - dans le cas de bateaux à passagers non visés par toutes les conventions visées au premier tiret, un certificat sur les règles et normes de sécurité pour les navires à passagers, délivré en vertu du règlement grand-ducal modifié du 9 janvier 2001 transposant la directive 98/18/CE du Conseil du 17 mars 1998 établissant des règles et normes de sécurité pour les navires à passagers, ou
 - dans le cas de bâtiments de sport non visés par toutes les conventions visées au premier tiret, un certificat du pays dont ils battent pavillon.

(4) Le terme bâtiment couvre l'ensemble des unités fluviales visées sous (1) et (2) et soumises aux dispositions du présent règlement grand-ducal.

Art. 3. Obligation d'être muni d'un certificat.

(1) Les bâtiments qui naviguent ou stationnent sur les voies d'eau intérieures du Grand-Duché de Luxembourg doivent être munis:

- soit d'un certificat délivré au titre de l'article 22 de la convention révisée pour la navigation sur le Rhin;
- soit d'un certificat communautaire délivré ou renouvelé après le 30 décembre 2008 qui atteste, sans préjudice des dispositions transitoires du chapitre 24 de l'annexe II, la conformité totale du bâtiment aux prescriptions techniques de l'annexe II, dont l'équivalence avec les prescriptions techniques établies en application de la convention susmentionnée a été établie conformément aux règles et procédures applicables.

(2) Le certificat communautaire est établi suivant le modèle figurant à l'annexe V, partie I, et délivré conformément aux dispositions du présent règlement grand-ducal.

(3) L'autorité compétente peut, sur demande expresse et dûment motivée du propriétaire ou de son représentant, délivrer un certificat communautaire pour un bâtiment visé à l'article 2, paragraphe 3.

Art. 4. Certificats communautaires supplémentaires.

(1) Tout bâtiment muni d'un certificat délivré au titre de l'article 22 de la convention révisée pour la navigation du Rhin peut naviguer sur les voies d'eau de la Communauté avec ce seul certificat, sous réserve des dispositions de l'article 5, paragraphe 5, de la directive 2006/87/CE.

(2) Toutefois, tout bâtiment muni du certificat visé au paragraphe 1 doit aussi être pourvu d'un certificat communautaire supplémentaire:

- a) pour la navigation sur les voies d'eau des zones 3 et 4, s'il veut bénéficier des allègements techniques prévus sur ces voies;
- b) pour la navigation sur les voies d'eau des zones 1 et 2, ou, dans le cas des bâtiments destinés au transport de passagers, pour la navigation sur les voies d'eau de la zone 3 qui ne sont pas reliées aux voies d'eau intérieures navigables d'un autre État membre, si l'État membre concerné a adopté des prescriptions techniques complémentaires pour lesdites voies.

(3) Le certificat communautaire supplémentaire est établi suivant le modèle figurant à l'annexe V, partie II, et délivré par l'autorité compétente sur présentation du certificat visé au paragraphe 1.

Art. 5. Prescriptions allégées.

(1) Seuls les bâtiments naviguant sur les voies d'eau de la zone 4 remplissent les conditions nécessaires pour l'application de prescriptions allégées, comme précisé à l'annexe II, chapitre 19 ter, sur toutes les voies d'eau de cette zone. La conformité aux prescriptions allégées précitées est indiquée dans le certificat communautaire visé à l'article 3.

(2) Le ministre peut, après consultation de la Commission, et dans le cadre des compétences de la Commission internationale de la Moselle, autoriser un allègement des prescriptions techniques de l'annexe II pour les bâtiments qui naviguent exclusivement sur la Moselle.

(3) Cet allègement est limité aux domaines énumérés à l'annexe IV. Lorsque les caractéristiques techniques d'un bâtiment satisfont aux prescriptions techniques allégées, ceci est indiqué dans le certificat communautaire ou, lorsque l'article 4, paragraphe 2, est applicable, dans le certificat communautaire supplémentaire.

(4) Les allègements des prescriptions techniques de l'annexe II sont communiqués au moins six mois avant leur entrée en vigueur à la Commission, qui en informe les autres États membres.

Art. 6. Possibilité de dérogations.

(1) Le Ministre peut accorder des dérogations à l'application de tout ou partie du présent règlement en ce qui concerne les bâtiments d'un port en lourd ne dépassant pas 350 tonnes, ou les bâtiments non destinés au transport de marchandises et dont le déplacement d'eau n'atteint pas 100 m³, dont la quille a été posée avant le 1^{er} janvier 1950 et qui naviguent exclusivement sur une voie d'eau nationale.

(2) Le Ministre peut autoriser sur base d'une demande écrite et motivée, en ce qui concerne la navigation sur la Moselle, des dérogations à une ou plusieurs dispositions du présent règlement grand-ducal pour des trajets limités dans une zone géographique réduite ou dans des zones portuaires. Lesdites dérogations ainsi que les trajets ou la zone pour lesquels elles sont valables doivent être mentionnés dans le certificat du bâtiment.

(3) Ces dérogations sont communiquées à la Commission.

Art. 7. Délivrance de certificats communautaires.

(1) Le certificat communautaire est délivré aux bâtiments dont la quille aura été posée à partir du 30 décembre 2008 à la suite d'une visite technique effectuée, conformément à la procédure pratiquée pour le certificat de visite des bateaux du Rhin, avant la mise en service du bâtiment et visant à vérifier qu'il est conforme aux prescriptions techniques définies à l'annexe II.

(2) Le certificat communautaire est délivré aux bâtiments exclus du champ d'application du règlement grand-ducal du 30 janvier 1985 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure, mais visés par le présent règlement grand-ducal conformément à l'article 2, paragraphes 1 et 2, à la suite d'une visite technique qui sera effectuée à l'expiration du certificat en cours de validité du bâtiment, mais en tout état de cause le 30 décembre 2018 au plus tard, afin de vérifier que le bâtiment satisfait aux prescriptions techniques énoncées à l'annexe II.

Tout non-respect des prescriptions techniques définies à l'annexe II est indiqué dans le certificat communautaire. Lorsque ces manquements ne représentent pas un danger manifeste, les bâtiments visés au premier alinéa peuvent continuer de naviguer jusqu'au remplacement ou à la modification des éléments ou parties du bâtiment certifiés non-conformes auxdites prescriptions, à la suite de quoi ces éléments ou parties doivent satisfaire aux prescriptions de l'annexe II.

(3) Un danger manifeste au sens du présent article est présumé notamment lorsque les prescriptions concernant la solidité structurelle de la construction, la navigation ou la manœuvrabilité ou les caractéristiques spéciales du bâtiment conformément à l'annexe II sont affectées. Les dérogations autorisées à l'annexe II ne sont pas à considérer comme des manquements représentant un danger manifeste.

Le remplacement de pièces existantes par des pièces identiques ou par des pièces de technologie et de conception équivalentes lors de réparations et d'entretiens de routine ne doit pas être considéré comme un remplacement au sens du présent article.

(4) Le cas échéant, la conformité du bâtiment aux prescriptions complémentaires visées à l'article 5, paragraphes 1, 2, 3 et 4, est vérifiée soit à l'occasion des visites techniques prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article, soit au cours d'une visite technique effectuée sur demande du propriétaire du bâtiment.

Art. 8. Autorités compétentes.

Le certificat communautaire est délivré par le Service de la Navigation.

Art. 9. Exécution des visites techniques.

(1) La visite technique visée à l'article 7 est effectuée conformément à la procédure pratiquée pour le certificat de visite des bateaux du Rhin. Le Service de la Navigation peut s'abstenir de soumettre, en tout ou en partie, le bâtiment à la visite technique dans la mesure où il découle d'une attestation valable délivrée par une société de classification reconnue conformément à l'article 1.01 de l'annexe II, que le bâtiment satisfait, en tout ou en partie, aux prescriptions techniques de l'annexe II. Seules les sociétés de classification qui remplissent les critères énumérés à l'annexe VII, partie I, peuvent être reconnues. Sont reconnues au Luxembourg les attestations des sociétés de classification reconnues dans le cadre du règlement de visite des bateaux du Rhin.

(2) Dans le cadre de l'application des dispositions de l'annexe II du présent règlement grand-ducal, le Service de la Navigation peut collaborer avec des commissions de visite étrangères.

(3) Le Ministre peut instituer une commission de visite qui a pour mission d'assister le Service de la Navigation dans ses missions. Un règlement ministériel déterminera la composition, les attributions et le mode de fonctionnement de cette commission qui pourra faire appel à des experts étrangers.

(4) Une demande de visite dûment complétée doit être adressée au Service de la Navigation. Toute visite doit pouvoir se dérouler sur la section frontrière de la Moselle dans les heures indiquées par le Service de la Navigation.

Art. 10. Validité des certificats communautaires.

(1) La durée de validité du certificat communautaire est fixée pour la délivrance de ce certificat, conformément à l'annexe II.

(2) Dans les cas visés aux articles 12 et 15 ainsi qu'à l'annexe II, des certificats communautaires provisoires peuvent être délivrés. Les certificats communautaires provisoires sont établis conformément au modèle figurant à l'annexe V, partie III.

Art. 11. Remplacement de certificats communautaires.

Un certificat communautaire en cours de validité perdu, volé ou abîmé peut être remplacé sur base d'une demande écrite et justifiée adressée à l'autorité qui a délivré, renouvelé ou reconnu ce certificat en joignant

- une copie du certificat communautaire perdu ou abîmé, et
- une déclaration de perte ou de vol, le cas échéant.

Art. 12. Renouvellement de certificats communautaires.

(1) Le certificat communautaire est renouvelé à l'expiration de sa période de validité, selon les conditions fixées à l'article 7.

(2) Les dispositions transitoires de l'annexe II s'appliquent au renouvellement de certificats communautaires délivrés avant le 30 décembre 2008.

(3) Pour le renouvellement des certificats communautaires délivrés après le 30 décembre 2008, les dispositions transitoires de l'annexe II entrées en vigueur après la délivrance de ces certificats s'appliquent.

Art. 13. Prorogation de la validité de certificats communautaires.

À titre exceptionnel, la validité du certificat communautaire peut être prorogée sans inspection technique conformément à l'annexe II par l'autorité qui l'a délivré ou renouvelé. Cette prolongation de validité doit figurer sur ledit certificat.

Art. 14. Délivrance de nouveaux certificats communautaires.

En cas de modification ou réparation importante qui affecte la solidité structurelle de la construction, la navigation ou la manœuvrabilité ou les caractéristiques spéciales du bâtiment conformément à l'annexe II, celui-ci doit être à nouveau soumis, avant tout nouveau voyage, à la visite technique prévue à l'article 7. À la suite de la visite, un nouveau certificat communautaire qui précise les caractéristiques techniques du bâtiment est délivré ou le certificat existant est modifié en conséquence. Si ce certificat est délivré dans un État membre autre que celui qui avait délivré ou renouvelé le certificat initial, l'autorité compétente qui avait délivré ou renouvelé le certificat doit en être informée dans le délai d'un mois.

Art. 15. Refus de délivrance ou de renouvellement et retrait de certificats communautaires.

(1) Toute décision de refus de délivrance ou de renouvellement d'un certificat communautaire est motivée. Elle est notifiée à l'intéressé avec l'indication des voies et des délais de recours.

(2) Tout certificat communautaire en cours de validité peut être retiré par l'autorité compétente qui l'a délivré, reconnu ou renouvelé, lorsque le bâtiment cesse d'être conforme aux prescriptions techniques correspondant à son certificat.

(3) Le recours contre une décision de refus ou de retrait de certificat communautaire est à adresser par écrit dans les huit jours de la notification au Ministre des Transports qui statuera dans le mois de l'introduction du recours.

(4) En cas d'urgence motivée, l'autorité compétente peut procéder sans délai au retrait à titre provisoire. Le titre ayant fait l'objet d'une décision de retrait définitive ou provisoire est restitué à l'autorité compétente.

Art. 16. Contrôles et visites supplémentaires.

(1) Les agents du Service de la Navigation désignés agents de surveillance peuvent, conformément à l'annexe VIII, vérifier à tout moment la présence à bord d'un certificat valable selon les conditions du présent règlement grand-ducal ainsi que la conformité du bâtiment à ce certificat et si le bâtiment constitue un danger manifeste pour les personnes à bord, l'environnement ou la navigation. Les agents du Service de la Navigation désignés agents de surveillance prennent les mesures nécessaires conformément à l'annexe VIII.

(2) Lorsque le non-respect des prescriptions techniques constitue un danger manifeste, la navigation peut être interrompue ou le stationnement prohibé et ce jusqu'à ce qu'il ait été remédié aux déficiences constatées.

(3) La navigation peut encore être interrompue ou le stationnement prohibé lorsqu'un contrôle a établi que le bâtiment ou son équipement constitue un danger pour l'environnement ou la navigation.

(4) Dans les cas visés aux paragraphes 1 à 3, les agents du Service de la Navigation désignés agents de surveillance pourront prescrire des mesures qui permettront au bâtiment en cause de naviguer sans danger, jusqu'au lieu où il pourra faire soit l'objet d'une visite, soit d'une réparation.

(5) Dans les cas visés aux paragraphes 1 à 3, le Service de la Navigation informe immédiatement les autorités compétentes de l'État membre ayant délivré l'attestation de navigabilité des raisons de la décision qu'il a prise ou qu'il entend prendre.

(6) Toute décision d'interruption de la navigation prise en exécution du présent règlement grand-ducal sera motivée de façon précise. Elle est notifiée par écrit et contre récépissé à l'intéressé avec l'indication que tout recours contre une décision d'interruption de la navigation est à adresser par écrit dans les huit jours de la notification au Ministre des Transports qui statuera dans le mois de l'introduction du recours.

Art. 17. Reconnaissance des certificats de navigabilité des bâtiments d'États tiers.

Le Service de la Navigation peut reconnaître les certificats de navigabilité des bâtiments des États tiers pour la navigation sur la Moselle. La délivrance des certificats communautaires aux bâtiments de pays tiers doit être conforme aux dispositions de l'article 7, paragraphe 1.

Art. 18. Pénalités.

Les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 7, 14 et 16 du présent règlement sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement.

Art. 19. Registre.

(1) Il est tenu un registre auprès du Service de la Navigation conformément au modèle figurant en annexe VI du présent règlement grand-ducal.

(2) Toute modification du nom, tout transfert de propriété, tout rejaugage ainsi que toute modification du numéro d'immatriculation ou du numéro officiel du bâtiment doit être signalé à l'autorité compétente par le propriétaire du bâtiment ou par son mandataire.

Art. 20. Annexes.

Les annexes de la directive 2006/87/CE et leurs modifications ne sont pas publiées au Mémorial, la publication au Journal Officiel des Communautés Européennes en tenant lieu. Elles s'y trouvent publiées comme suit:

Directive	Dénomination	Journal Officiel de l'Union Européenne
2006/87/CE	du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et abrogeant la directive 82/714/CEE du Conseil	L 389 Date: 30 décembre 2006
2006/137/CE	du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifiant la directive 2006/87/CE établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 389 Date: 30 décembre 2006
2008/59/CE	du Conseil du 12 juin 2008 modifiant la directive 2006/87/CE établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie	L 166 Date: 27 juin 2008
2008/87/CE	de la Commission du 22 septembre 2008 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 255 Date: 23 septembre 2008
2008/126/CE	de la Commission modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 32 Date: 31 janvier 2009
2009/46/CE	de la Commission du 24 avril 2009 modifiant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure	L 109 Date: 30 avril 2009

Art. 21. Le règlement grand-ducal du 30 janvier 1985 concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure est abrogé.

Art. 22. Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Développement durable
et des Infrastructures,*
Claude Wiseler

Palais de Luxembourg, le 23 mars 2010.
Henri

Le Ministre de la Justice,
François Biltgen

Le Ministre des Finances,
Luc Frieden

Doc. parl. 6084; sess. ord. 2009-2010. Dir. 2006/87/CE, 2008/87/CE, 2008/126/CE et 2009/46/CE.

Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

Les avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers ayant été demandés;

Vu l'article 2, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et de Notre Ministre des Communications et des Médias et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Chapitre I^{er}. Objet et définitions

Art. 1^{er}. Il est instauré un mécanisme de compensation dans le cadre de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, destiné à répartir équitablement entre les différentes entreprises d'électricité les charges en relation avec l'exécution des obligations de service public telles que prévues à l'article 7 de cette loi.

Art. 2. Au sens du présent règlement, on entend par:

1. «contrat de rachat», contrat de fourniture conclu entre un producteur et un gestionnaire de réseau pour la reprise de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de la cogénération sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et bénéficiant d'une rémunération pour l'électricité injectée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;
2. «électricité du mécanisme de compensation», l'électricité produite en vertu d'un contrat de rachat pour laquelle les coûts associés au rachat des injections sont déclarés dans le mécanisme de compensation;
3. «entreprise grande consommatrice d'électricité», une entreprise de l'industrie manufacturière dont la consommation annuelle d'électricité par site situé au Luxembourg dépasse 2,5 GWh et qui répond à un des critères suivants:
 - Le coût de l'approvisionnement en électricité par site atteint au moins 3% de la valeur de la production. La valeur de la production est le chiffre d'affaires, y compris les subventions directement liées au prix du produit, corrigé de la variation des stocks de produits finis, les travaux en cours et les biens ou les services achetés à des fins de revente, diminué des acquisitions de biens et services destinés à la revente;
 - Le rapport entre la consommation annuelle d'électricité par site (exprimée en kWh) divisée par la valeur ajoutée (exprimée en euros) par le même site situé au Luxembourg est supérieur à 0,77. La valeur ajoutée est le chiffre d'affaires total soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, y compris les exportations, diminué de la totalité des achats soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, y compris les importations.

Chapitre II. Caractéristiques de l'électricité du mécanisme de compensation

Art. 3. (1) L'électricité du mécanisme de compensation est injectée en vertu du contrat de rachat dans le réseau du gestionnaire de réseau concerné.

(2) Pour le gestionnaire de réseau concerné, l'injection de l'électricité du mécanisme de compensation dans son réseau ne donne pas droit à sa valorisation comme l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables respectivement de la cogénération pour le système d'étiquetage prévu par l'article 49 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007.

Art. 4. (1) Les garanties d'origine établies pour l'électricité du mécanisme de compensation sont cédées gratuitement au régulateur qui les détient et gère pour le compte du mécanisme de compensation. En ce qui concerne l'électricité du mécanisme de compensation pour laquelle aucune garantie d'origine n'a été établie, le régulateur peut prendre l'initiative d'établir la garantie d'origine, la détenir et la gérer pour le compte du mécanisme de compensation en informant le producteur.

(2) Seul le régulateur peut valoriser les caractéristiques de l'électricité du mécanisme de compensation et il peut notamment valoriser les garanties d'origine établies pour l'électricité du mécanisme de compensation. Le bénéfice de toute valorisation quelconque de l'électricité du mécanisme de compensation constitue des coûts évités pour le calcul des coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation.

Chapitre III. Calcul des coûts bruts, évités et nets de l'électricité du mécanisme de compensation

Art. 5. (1) Le mécanisme de compensation tel que défini par le présent règlement grand-ducal est géré par le régulateur.

(2) Chaque gestionnaire de réseau calcule ses coûts bruts pour l'électricité du mécanisme de compensation. Les coûts bruts sont ensuite vérifiés par le régulateur. Le régulateur calcule les coûts évités et les coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation pour chaque gestionnaire de réseau. Il calcule les coûts nets en soustrayant aux coûts bruts les coûts évités.

Art. 6. (1) Les coûts bruts d'un gestionnaire de réseau sont les coûts totaux hors TVA résultant de son obligation de reprise de l'électricité du mécanisme de compensation. La somme des coûts bruts de tous les gestionnaires de réseau concernés équivaut aux coûts bruts de l'électricité du mécanisme de compensation.

(2) Les coûts évités appliqués par le régulateur pour chacun des gestionnaires de réseau correspondent au produit du prix du marché de gros et du volume équivalent de la fourniture d'électricité cédée au gestionnaire de réseau concerné en vertu des contrats de rachat. La somme des coûts évités de tous les gestionnaires de réseau équivaut aux coûts évités de l'électricité du mécanisme de compensation sous réserve du paragraphe 3 du présent article. Pour l'année a, le prix du marché de gros est calculé comme suit:

$$P_{mg_a} = 0,5 \cdot (0,7 \cdot PhB_{(a-1)} + 0,3 \cdot PhP_{(a-1)}) + 0,5 \cdot (0,7 \cdot PhB_{(a-2)} + 0,3 \cdot PhP_{(a-2)}) \text{ € par MWh}$$

avec:

P_{mg} = prix du marché de gros

PhB = moyenne des cours de clôture dans l'année considérée pour le produit EEX Phelix-Base-Year-Future

PhP = moyenne des cours de clôture dans l'année considérée pour le produit EEX Phelix-Peak-Year-Future

a = année en question.

(3) Tout revenu supplémentaire, généré dans le cadre de la valorisation de l'électricité du mécanisme de compensation prévu à l'article 4, est également à inclure dans les coûts évités de l'électricité du mécanisme de compensation.

Chapitre IV. Contribution au mécanisme de compensation

Art. 7. (1) Tout gestionnaire de réseau distribuant de l'énergie électrique est autorisé à percevoir mensuellement auprès de ses clients qui sont, soit des clients finals, soit en cas de fourniture intégrée des fournisseurs, une contribution au mécanisme de compensation qui est fixée selon les modalités du présent article. En cas de fourniture intégrée, le fournisseur est autorisé à percevoir la contribution auprès de ses clients finals, et a l'obligation de la payer au gestionnaire de réseau.

(2) Toute consommation finale d'électricité qui est acheminée par le réseau peut être assujettie à une contribution au mécanisme de compensation. La contribution devient exigible dans le chef du client final lors de la consommation de l'électricité par point de fourniture. La consommation d'énergie électrique à des fins de stockage, sous quelque forme énergétique que ce soit, en vue d'une retransformation ultérieure en énergie électrique, n'est pas considérée comme consommation finale.

(3) Les gestionnaires de réseau doivent payer au régulateur les montants résultant des contributions prévues aux paragraphes suivants du présent article sous réserve des dispositions prévues au chapitre V du présent règlement.

(4) Les contributions au mécanisme de compensation varient suivant les catégories suivantes:

- a) font partie de la catégorie A les points de fourniture affichant une consommation annuelle d'énergie électrique inférieure ou égale à 25 MWh;
- b) font partie de la catégorie B les points de fourniture affichant une consommation annuelle d'électricité supérieure à 25 MWh, à l'exception des points de fourniture qui, en vertu de l'article 8, sont classés dans la catégorie C;
- c) font partie de la catégorie C les points de fourniture qui, en vertu de l'article 8, sont classés dans cette catégorie. Les entreprises voulant classer un ou plusieurs points de fourniture dans la catégorie C doivent s'engager à la réalisation d'une amélioration substantielle de leur efficacité énergétique globale par accord à conclure entre le Gouvernement et l'entreprise concernée respectivement un représentant mandaté par cette entreprise. L'accord à conclure sera doté d'une clause de sanction en cas de non-respect des engagements. En absence d'un accord

conclu, les points de fourniture concernés font d'office partie de la catégorie B. Les entreprises voulant faire partie de la catégorie C doivent conclure l'accord avant le 31 mai de l'année pour laquelle elles entendent faire partie de la catégorie C.

(5) Les contributions au mécanisme de compensation sont décidées annuellement en fin d'exercice pour l'année suivante par le régulateur sur base des coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation, tels qu'ils résultent du volume estimé de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat au cours de l'exercice suivant en se basant notamment sur l'évolution des coûts nets de l'électricité du mécanisme de compensation et en tenant compte de reports éventuels, en euros. Elles sont communiquées sans délai au ministre.

(6) Le volume de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat correspondant aux points de fourniture de la catégorie C est à limiter à un pourcentage tel que la contribution pour l'ensemble de ces points corresponde à 0,75 EUR par MWh.

(7) La contribution au mécanisme de compensation applicable aux points de fourniture de la catégorie B résulte d'une répartition de 40% du volume subsistant de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat entre l'ensemble des points de fourniture de la catégorie B.

(8) La contribution au mécanisme de compensation applicable aux points de fourniture de la catégorie A résulte d'une répartition du restant du volume de l'énergie électrique découlant des contrats de rachat entre l'ensemble des points de fourniture de la catégorie A.

(9) Chaque gestionnaire de réseau respectivement fournisseur en cas de fourniture intégrée, doit indiquer la contribution au mécanisme de compensation séparément sur la facture destinée au client.

Art. 8. (1) Les points de fourniture qui sont alimentés à un niveau de tension d'au moins 65 kV ou qui affichent une consommation de plus de 20 GWh ou qui relèvent d'une entreprise grande consommatrice d'électricité peuvent être classés en catégorie C. Afin de faire classer un ou plusieurs points de fourniture en catégorie C, les entreprises concernées doivent faire parvenir par écrit la demande y relative au régulateur au plus tard avant le 30 septembre de l'année pour laquelle le taux de la catégorie C est sollicité, date après laquelle aucune demande ne peut plus être prise en considération. Sont à présenter les données de l'exercice précédant celui auquel la demande se rapporte.

(2) La demande doit contenir les éléments suivants:

- la raison sociale et l'adresse de l'entreprise;
- les informations permettant d'identifier le(s) point(s) de fourniture concerné(s);
- la consommation d'électricité et le niveau de tension par point de fourniture;
- une copie des factures d'électricité des points de fourniture concernés;
- l'identité du gestionnaire de réseau concerné;

et, lorsque la demande émane d'une entreprise grande consommatrice d'électricité:

- le chiffre d'affaires de l'exercice précédant celui pendant lequel la demande est présentée;
- le bilan de l'exercice précédant celui pendant lequel la demande est présentée;
- le calcul prouvant que l'entreprise est une entreprise grande consommatrice d'électricité.

Tous les éléments de la demande ainsi que, le cas échéant, le calcul prouvant que l'entreprise est une entreprise grande consommatrice d'électricité doivent être certifiés exacts par un expert-comptable.

(3) A la demande du régulateur, le demandeur fournit toutes informations complémentaires permettant au régulateur de procéder à l'évaluation de sa demande.

(4) Le régulateur procède à l'évaluation du dossier et décide sur base des pièces justificatives si le ou les points de fourniture concernés par la demande peuvent être classés en catégorie C.

(5) Les entreprises dont le ou les points de fourniture ont été autorisés de faire partie de la catégorie C par décision du régulateur doivent confirmer annuellement avant le 30 septembre qu'elles répondent toujours aux critères de classification en catégorie C. En ce qui concerne le statut d'entreprise grande consommatrice d'électricité, cette confirmation doit être certifiée exacte par un expert-comptable. En l'absence d'une confirmation le régulateur décide la perte du bénéfice de la catégorie C de l'entreprise concernée et en informe l'entreprise et les gestionnaires de réseau.

(6) Les entreprises nouvellement créées ne peuvent introduire une demande de classification en catégorie C qu'après une durée de fonctionnement d'une année civile entière. Si, sur base des informations transmises au régulateur en vertu du paragraphe (2), celui-ci décide que le point de fourniture concerné peut bénéficier du taux de contribution de la catégorie C, la différence entre la contribution réellement perçue au courant de l'année précédente et celle qui aurait été due si le ou les points de fourniture concernés avaient déjà été classés en catégorie C est remboursée directement à l'entreprise concernée par le régulateur depuis le compte de compensation.

Art. 9. Le régulateur établit un registre des points de fourniture classés en catégorie C. Il communique sans délai toute modification dans le registre aux gestionnaires de réseau pour la partie qui les concerne.

Chapitre V. Décompte du mécanisme de compensation

Art. 10. Le régulateur établit pour le 30 juin de chaque année au plus tard le décompte définitif pour chaque gestionnaire de réseau et lui transmet une facture ou une note de crédit. Le paiement de la facture ou de la note de

crédit intervient au plus tard dans les 30 jours à partir de son envoi. Passé ce délai, des intérêts moratoires égaux au taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre en question, majoré de sept points de pour cent, commencent à courir de plein droit et sans mise en demeure préalable jusqu'au jour du paiement définitif.

Art. 11. Pour le calcul du débit ou crédit d'un gestionnaire de réseau donné dans le cadre du mécanisme de compensation, le régulateur soustrait des coûts nets du gestionnaire de réseau concerné la somme des contributions au mécanisme de compensation facturées par ce dernier aux utilisateurs de son réseau.

Art. 12. (1) Si le solde du calcul prévu à l'article 11 est positif pour un gestionnaire de réseau donné, ce gestionnaire a un crédit portant sur ladite somme dans le cadre du mécanisme de compensation. Lors du décompte annuel, et dans la limite des crédits inscrits au compte de compensation, le régulateur versera cette somme sur un compte du gestionnaire de réseau en question. Le régulateur peut, sur sa propre initiative, verser, à partir du compte de compensation, une avance aux gestionnaires de réseau affichant un crédit.

(2) Si le solde du calcul prévu à l'article 11 est négatif pour un gestionnaire de réseau donné, ce gestionnaire a un débit portant sur ladite somme dans le cadre du mécanisme de compensation et il versera cette somme sur un compte indiqué par le régulateur. Le régulateur peut, sur sa propre initiative, demander aux gestionnaires de réseau affichant un débit, de verser une avance au compte de compensation.

Art. 13. (1) Les gestionnaires de réseau transmettent à la demande du régulateur et aux échéances fixées par lui toute information dont il a besoin dans le cadre de la gestion du mécanisme de compensation, notamment en ce qui concerne les contributions au mécanisme de compensation calculées par catégorie de clients. Dans toute hypothèse, ces informations doivent être communiquées par les gestionnaires de réseau au régulateur au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné. Elles sont à faire accompagner d'une attestation à établir par un expert-comptable et certifiant leur exactitude.

(2) En cas de non-communication par un gestionnaire de réseau dans le délai visé au paragraphe (1) des informations certifiées requises, le régulateur est habilité à recourir à des estimations nécessaires au calcul prévu au présent règlement grand-ducal. Ces estimations font foi jusqu'à preuve du contraire.

(3) Si lors du décompte annuel le régulateur constate que les indications de la part d'un gestionnaire de réseau sont incomplètes ou erronées, il prend comme base de calcul le volume annuel fourni par le réseau en amont, diminué de trois pour cent pour tenir compte des pertes sur le réseau de distribution et augmenté de la somme des productions d'électricité injectées directement dans le réseau du gestionnaire visé.

(4) Les indications sont considérées incomplètes lorsque la somme des consommations annuelles, déduction faite des injections qui se font directement dans le réseau du gestionnaire de réseau, s'écartent de plus de cinq pour cent du volume des fournitures annuelles renseigné par le gestionnaire en amont.

Art. 14. La révision annuelle du mécanisme de compensation doit être effectuée par un expert-comptable défini par le régulateur. Le rapport de révision doit être transmis au ministre au plus tard le 1^{er} septembre de l'année pour l'exercice précédent.

Chapitre VI. Dispositions abrogatoires

Art. 15. Le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001 concernant l'introduction d'un fonds de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité est abrogé.

Chapitre VII. Dispositions transitoires

Art. 16. (1) Les clients finals qui, entre le 1^{er} janvier 2001 et l'entrée en vigueur du présent règlement, ont été fournis en énergie électrique importée basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération, peuvent demander un remboursement pour les contributions à l'ancien fonds de compensation effectuées pour cette quantité d'électricité consommée. A cette fin, le client final doit présenter un certificat dûment approuvé par le régulateur qui prouve que:

- l'électricité importée concernée provient d'une source renouvelable ou d'une cogénération en vertu des directives 2003/54/CE respectivement 2004/8/CE et
- les garanties d'origine de l'électricité importée concernée ont été annulées par l'institution responsable du pays d'origine afin d'éviter une double commercialisation et
- l'électricité importée concernée correspondait dans son profil de production à tout moment de son injection dans le réseau électrique au profil de consommation du client respectif.

Tout remboursement est exclu lorsque l'énergie électrique importée concernée a déjà fait l'objet d'une comptabilisation dans son pays d'origine comme contribution pour remplir les engagements pris par ce pays en vertu des directives 2001/77/CE et 2004/8/CE. Le client final est tenu de transmettre au régulateur toutes les informations qui lui sont nécessaires pour faire cette vérification.

- (2) Pour chaque année a se situant entre les années 2006 à 2010 les modalités de remboursement sont les suivantes:
- Le montant du remboursement relatif à l'année a pour les clients finals qui importent de l'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération pour couvrir leurs propres besoins ne peut dépasser de plus de 110% le remboursement de l'année a-1.

- Les clients finals n'ayant pas importé de l'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération au cours de l'année a-1 peuvent bénéficier pour l'année a d'un remboursement pour l'énergie électrique importée basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération qui est plafonné à 10 MWh.

(3) Toutes les demandes de remboursement, accompagnées des certificats dûment approuvés pour le cas des demandes prévues par le paragraphe 1 du présent article, sont à présenter au régulateur par lettre recommandée endéans un délai de quatre semaines à compter de l'entrée en vigueur du règlement sous peine de forclusion.

Art. 17. Les coûts évités d'un gestionnaire de réseau pour la fourniture d'électricité lui cédée en vertu des contrats de rachat sont calculés sur base du prix du marché de gros tel que prévu à l'article 6 à partir du premier jour du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent règlement. Antérieurement à cette date, le prix à appliquer pour le calcul des coûts évités est celui du prix moyen pondéré pour une fourniture par des contrats d'approvisionnement grands volumes.

Chapitre VIII. Dispositions finales

Art. 18. Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et Notre Ministre des Communications et des Médias sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur,*
Jeannot Krecké

Milano, le 31 mars 2010.
Henri

*Le Ministre des Communications
et des Médias,*
François Biltgen

Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 juin 1997 portant fixation de la liste des spécialités en médecine reconnues au Luxembourg ainsi que détermination des conditions de formation à remplir en vue de la reconnaissance de ces titres.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire et notamment son article 5, paragraphe 2;

Vu l'avis du Collège médical;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 juin 1997 portant fixation de la liste des spécialités en médecine reconnues au Luxembourg ainsi que détermination des conditions de formation à remplir en vue de la reconnaissance de ces titres est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 1^{er}. Sont reconnues les spécialités en:

1. Anesthésiologie
2. Allergologie
3. Anatomie pathologique
4. Biologie clinique
5. Cardiologie
6. Chimie biologique
7. Chirurgie dentaire, orale et maxillo-faciale (formation médicale de base et formation dentaire)
8. Chirurgie des vaisseaux
9. Chirurgie esthétique
10. Chirurgie gastro-entérologique
11. Chirurgie générale
12. Chirurgie maxillo-faciale (formation de base de médecine)
13. Chirurgie pédiatrique
14. Chirurgie thoracique
15. Dermatologie
16. Dermato-vénérologie
17. Endocrinologie
18. Gastro-entérologie

19. Gériatrie
20. Gynécologie et obstétrique
21. Hématologie biologique
22. Hématologie générale
23. Immunologie
24. Maladies contagieuses
25. Médecine interne
26. Médecine physique et réadaptation
27. Médecine du travail
28. Médecine nucléaire
29. Médecine tropicale
30. Microbiologie-bactériologie
31. Néphrologie
32. Neurochirurgie
33. Neurologie
34. Neurophysiologie clinique
35. Neuropsychiatrie
36. Ophtalmologie
37. Orthopédie
38. Oto-rhino-laryngologie
39. Pédiatrie
40. Pharmacologie
41. Pneumologie
42. Psychiatrie
43. Psychiatrie infantile
44. Radiodiagnostic
45. Radiologie
46. Radiothérapie
47. Rhumatologie
48. Santé publique et médecine sociale
49. Stomatologie
50. Traumatologie et médecine d'urgence
51. Urologie
52. Vénérologie.»

Art. 2. Notre Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié Mémorial.

Le Ministre de la Santé,
Mars Di Bartolomeo

Milano, le 31 mars 2010.
Henri

Règlement grand-ducal du 31 mars 2010 modifiant le règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

Vu l'article 2, paragraphe (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La deuxième phrase de l'article 24 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration est modifiée comme suit:

«A moins qu'une convention internationale ou bilatérale n'en dispose autrement, le ministre pourra en cas de doute portant soit sur la véracité de la signature, soit sur l'identité du sceau ou du timbre, soit sur la qualité du signataire exiger que les documents à produire soient ou bien authentifiés par l'autorité locale compétente du pays d'origine de la personne concernée et légalisés par l'ambassade, ou bien munis de l'apostille prévue par la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers.»

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

Art. 3. Notre Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Immigration,*
Nicolas Schmit

Milano, le 31 mars 2010.
Henri

Loi du 11 avril 2010 portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 17 mars 2010 et celle du Conseil d'Etat du 23 mars 2010 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. Le paragraphe 6 de l'article 127 du Code d'instruction criminelle est remplacé comme suit:

«(6) Le dossier, y compris, selon le cas, le rapport du juge d'instruction, est mis à la disposition de l'inculpé et de la partie civile ainsi que de leur conseil, huit jours au moins avant celui fixé pour l'examen par la chambre du conseil.

Le greffier avise les intéressés au plus tard l'avant-veille de ce délai, par lettre recommandée.

Les formalités du présent paragraphe sont à observer à peine de nullité, sauf si l'inculpé ou la partie civile y ont renoncé.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre de la Justice,
François Biltgen

Château de Berg, le 11 avril 2010.
Henri

Doc. parl. 6074; 2^e sess. extraord. 2009 et sess. ord. 2009-2010.

Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 fixant, pour l'année 2010, les montants des marges brutes standard servant à la détermination de la dimension économique d'une exploitation agricole.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, et notamment son article 2;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 25 avril 2008 portant exécution du Titre I et du Titre II, chapitres 1^{er}, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, et notamment son article 3;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Pour l'année 2010, les montants des marges brutes standard sont fixés comme suit:

a) Productions végétales (montant par hectare en euros)	
Blé tendre et épeautre	595 euros
Seigle	522 euros
Orge	497 euros
Avoine	344 euros

Mais-grain	527 euros
Triticale	446 euros
Autres céréales	298 euros
Légumes secs	182 euros
Pommes de terre de consommation	5.772 euros
Plants de pommes de terre	4.148 euros
Colza et navettes (y compris colza industriel)	427 euros
Plantes industrielles (maïs biogaz, sauf colza industriel)	1.063 euros
Légumes frais et fraises en culture de plein champ	6.519 euros
Légumes frais et fraises en culture maraîchère de plein air	17.519 euros
Légumes frais et fraises sous serre	72.131 euros
Fleurs et plantes ornementales (non compris les pépinières) de plein air	18.884 euros
Fleurs et plantes ornementales (non compris les pépinières) sous serre	122.275 euros
Semences de terres arables et autres cultures annuelles	619 euros
Plantations d'arbres fruitiers et baies	4.840 euros
Vignes cultivées par des exploitants produisant eux-mêmes le vin	22.681 euros
Vignes cultivées par des exploitants ne produisant pas eux-mêmes le vin	12.601 euros
Pépinières	11.384 euros
Champignons (pour cinq récoltes par an; euros par are)	15.777 euros
Jachère	-30 euros
Sapins de Noël et autres cultures permanentes	1.363 euros
b) Productions animales (montant en euros par unité de bétail)	
Chevaux de trait y compris poulains en propriété	-11 euros
Equidés (toutes catégories confondues) en pension	2.202 euros
Chevaux de selle y compris poulains en propriété	-99 euros
Bovins de moins de 1 an	102 euros
Bovins mâles de 1 an à moins de 2 ans	254 euros
Bovins femelles de 1 an à moins de 2 ans	147 euros
Bovins mâles de 2 ans et plus	-23 euros
Génisses de 2 ans et plus	32 euros
Vaches laitières	1.464 euros
Vaches allaitantes et vaches de réforme	102 euros
Ovins (femelles reproductrices) servant à la production de viande	48 euros
Ovins (femelles reproductrices) servant à la production de lait	283 euros
Caprins servant à la production de viande	71 euros
Caprins servant à la production de lait	214 euros
Porcelets 8 – 30 kg (par tête)	5 euros
Truies reproductrices de 50 kg et plus (porcelets inclus)	100 euros
Porcs à l'engrais > 30 kg (par tête)	12 euros
Porcs engraisés pour autrui (par tête)	16 euros
Autres porcs (par place)	29 euros
Poulets de chair (par centaine)	443 euros
Poules pondeuses (par centaine)	1.842 euros
Autres volailles (par centaine)	1.363 euros
Lapines mères	122 euros
Lapins à l'engrais	4 euros
Abeilles (par ruche)	82 euros
Daims (femelles reproductrices)	152 euros

Art. 2. La marge brute standard totale d'une exploitation calculée sur base des marges brutes standard des différentes spéculations fixées à l'article 1^{er} ci-avant est à augmenter:

- de l'aide accordée au titre du régime de paiement unique prévu au règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et de toute autre aide ou prime accordée en vertu du règlement modifié (CE) n° 1782/2003 précité;
- des aides individuelles allouées en faveur de l'agriculture biologique et de celles allouées en vue du maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores.

Les primes et aides à mettre en compte sont celles relatives à l'année précédant celle de la réalisation de l'investissement ou du fait générateur de l'aide.

Art. 3. Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,*
Romain Schneider

Palais de Luxembourg, le 14 avril 2010.
Henri

Règlement grand-ducal du 14 avril 2010 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins (exécution de la directive 2009/26/CE).

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports;

Vu la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le point a) de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins est modifié comme suit:

«a) «annexes A, A1, A2, B, C, D»: les annexes de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins amendée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009.»

Art. 2. Le deuxième alinéa de l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 précité est modifié comme suit:

«Sont par conséquent d'application au Luxembourg les annexes suivantes de la directive 96/98/CE du Conseil:

Annexe A.1: Equipements pour lesquels il existe déjà des normes d'essai détaillées dans les instruments internationaux, telle que modifiée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009;

Annexe A.2: Equipements pour lesquels il n'existe pas de normes d'essai détaillées dans les instruments internationaux, telle que modifiée par la directive 2009/26/CE de la Commission du 6 avril 2009;

Annexe B: Modules d'évaluation de la conformité;

Annexe C: Critères minimaux devant être pris en compte par les Etats membres dans la notification des organismes;

Annexe D: Marquage de conformité.»

Art. 3. Lorsqu'un équipement, classé comme «nouvel article» dans la colonne 1 de l'annexe A.1 ou transféré de l'annexe A.2 à l'annexe A.1 a été fabriqué avant le 6 avril 2010 conformément aux procédures d'approbation de type déjà en vigueur avant cette date, il peut être placé sur le marché et à bord d'un navire battant pavillon luxembourgeois jusqu'au 6 avril 2012.

Art. 4. Notre Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Economie
et du Commerce extérieur,*
Jeannot Krecké

Palais de Luxembourg, le 14 avril 2010.
Henri

Convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants, signée à Luxembourg, le 20 mai 1980. – Mise à jour de l'autorité centrale par l'Allemagne.

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe que les coordonnées de l'autorité centrale en Allemagne en ce qui concerne l'Acte désigné ci-dessus ont été mises à jour comme suit dans une déclaration consignée dans une note verbale de la Représentation Permanente de l'Allemagne du 18 février 2010, enregistrée auprès du Secrétariat Général le 22 février 2010:

Autorité centrale:
(article 2)

Mise à jour des informations:
Bundesamt für Justiz
(Bureau fédéral de la Justice)
Zentrale Behörde
D-53094 BONN
Germany

Téléphone: +49 (228) 99 410 5212
Fax: +49 (228) 99 410 5401
Email: int.sorgerecht@bfj.bund.de
Internet: www.bundesjustizamt.de/sorgerecht
www.bundesjustizamt.de/custody-conflicts

Date d'effet de la déclaration: 22 février 2010.